



3^{ème} rencontre des Jeunes Chercheur.e.s en Etudes

Africaines

14, 15 et 16 Janvier 2016

Les 14, 15 et 16 janvier 2016 se tiendra à Paris la troisième rencontre des Jeunes Chercheur.e.s en Etudes Africaines (JCEA). Ces journées visent à stimuler et renforcer les échanges entre jeunes chercheur.e.s (doctorant.e.s, jeunes docteur.e.s, post-doctorant.e.s), au-delà des écoles et courants intellectuels ou des clivages géographiques et institutionnels. Elles se positionnent également à la charnière de nombreuses disciplines (histoire, géographie, sociologie, économie, démographie, sciences politiques, anthropologie, littérature, sociolinguistique, démographie, musique, histoire des arts, sciences du vivant), afin de susciter des dialogues entre questionnements et pratiques de recherche. Dans la continuité des rencontres précédentes, il s'agira de favoriser le croisement des problématiques abordées par les jeunes chercheur.e.s travaillant sur les Afriques sans exclusive, Caraïbes et Afrique du Nord comprises.

Cet événement scientifique permettra de réfléchir à la place des études académiques sur les mondes africains dans le champ de la recherche, en s'ouvrant à diverses approches et en valorisant leurs apports empiriques et théoriques. Il permettra également d'interroger les conditions de réalisation de la recherche (accès au terrain, place de l'observateur, etc.), ou encore les paradigmes et apports théoriques postcoloniaux dans l'analyse de réalités africaines plurielles. Aussi, parallèlement aux sessions de communications, des tables-rondes privilégiant des réflexions d'ordre méthodologique et épistémologique seront organisées afin d'inviter chercheurs confirmés et jeunes chercheur.e.s à échanger sur leurs pratiques et questionnements scientifiques.

Les réflexions proposées pour cette troisième édition des JCEA permettront d'analyser l'Afrique dans sa pluralité et son hétérogénéité, en tant qu'imaginaire, espace, objet ou concept à géométrie variable, au regard de la diversité des approches linguistiques, géographiques, culturelles, historiques ou disciplinaires dont elle fait l'objet dans la production des savoirs. Cette ligne directrice dessine un vaste panorama et appelle un large état des lieux des travaux de jeunes chercheur.e.s en cours.

Aussi, les propositions de communication (en français ou en anglais) s'inscriront dans l'un des vingt-deux panels proposés. Chaque panel fait l'objet d'une présentation détaillée ci-après.

Axe A : Un continent au cœur des mondialisations

Panel 1 : Mobilités et migrations

Panel 2 : Dynamiques circulatoires des arts et des artistes

Panel 3 : Le religieux et ses réseaux

Panel 4: Musique(s) d'Afrique(s) ?

Panel 5 : Les arènes de la santé, du local au transnational

Panel 6 : Géopolitiques globalisées

Axe B : Gouvernance et jeux de pouvoir

Panel 7 : Intervenir en Afrique

Panel 8 : Sociétés et environnement

Panel 9 : Les espaces de citoyenneté critique

Panel 10 : Gestion foncière : modes d'accès et d'appropriation du sol en milieux ruraux et urbains

Panel 11 : Enfermer, contrôler, marginaliser

Axe C : Identités et modes de socialisation

Panel 12 : Corps, genre(s) et sexualité(s)

Panel 13 : Espaces du rire et formes de la dérision politique

Panel 14 : Economie : jeux d'échelles

Panel 15 : Lieux de sociabilité et "jeux de société" dans l'espace urbain

Panel 16 : Identités et constructions diasporiques

Axe D : Entre passés et présents

Panel 17 : États, nations et frontières

Panel 18 : Imaginaires, pratiques et connexions linguistiques

Panel 19 : Fabriques mémorielles

Panel 20 : Diversifier et articuler les sources

Panel 21 : Patrimoine, patrimonialisation, tourisme

Panel 22 : Mutations des discours panafricains

Modalités de soumission

Les postulants sont invités à prendre connaissance des présentations et thématiques des panels, afin de pouvoir soumettre une proposition.

Les propositions de communication (en français ou en anglais) d'un maximum de 500 mots doivent être déposées sur la plateforme suivante : <http://jcea2016.sciencesconf.org/> avant le 15 juillet 2015.

L'acceptation sera notifiée le 15 septembre 2015 au plus tard.

Les textes définitifs des communications devront parvenir au comité d'organisation le 15 décembre 2015.

Appel à documentaires

Nous lançons également un appel à documentaires. Les thématiques sont ouvertes, mais sont attendus des documentaires (ou extraits) d'un maximum de 26 mn, permettant d'interroger la pratique scientifique de jeunes chercheurs. La projection sera suivie d'un débat autour des films et de leurs liens avec les travaux d'étude des réalisateurs. Les propositions de films ou d'extraits peuvent être soumises selon le support choisi par les réalisateurs (numérique, CD, transfert en ligne, etc.) et accompagnées d'une description du projet d'environ 500 mots envoyée à l'adresse suivante : jcea2016@gmail.com.

PRESENTATION DES PANELS



Axe A : Un continent au cœur des mondialisations

Panel 1 : Mobilités et migrations

Dans le champ des migrations internationales, la notion de mobilité semble devenir un outil d'analyse privilégié et apparaît comme une logique structurante des rapports sociaux, économiques, culturels et politiques. Selon différentes échelles, des formes variées de déplacements, renouvelées par les progrès techniques, construisent en effet des transitions sociales et spatiales et favorisent différents modes d'appartenance, de gestion de la distance et d'accomplissement de soi. Aussi, les trajectoires d'hommes et de femmes, associées aux mouvements croissants des informations, des capitaux et des biens, à l'intérieur et vers l'extérieur du continent africain, induisent de multiples jeux de frontières qui redéfinissent les notions de nationalité, territorialité et citoyenneté, ou reconfigurent les majorités et les minorités, les hiérarchies sociales, les rapports de genre et de générations. Cependant, si les temporalités et modalités de ces déplacements révèlent des stratégies individuelles ou collectives, elles soulignent aussi des enjeux de restriction qui interrogent l'accès différencié à la mobilité. Ce panel s'intéresse donc aux dynamiques plurielles du capital mobilité, à ses contraintes et ses imaginaires, passés et contemporains, au sein des sociétés africaines et de leurs réseaux transnationaux. Il questionne également la valeur heuristique de la distinction mobilité/migration dans l'analyse des circulations humaines en Afrique et depuis l'Afrique.

Panel 2 : Dynamiques circulatoires des arts et des artistes

Intégrées au marché de l'art globalisé, les œuvres produites en Afrique – et leurs auteurs – circulent au sein et à l'extérieur du continent, sur fond d'une inégale répartition géographique des instances de légitimation culturelle, majoritairement installées en Europe et en Amérique du Nord. Pour être (re)connus, les artistes répondent à des impératifs esthétiques, économiques, sociologiques, propres aux lieux qu'ils cherchent à investir et à leurs publics, en partie situés en dehors de l'Afrique. Ce panel s'inscrit dans une chronologie large, depuis l'émergence d'un art pour l'art, individuel, déjà conditionné par les stratégies de ses praticiens en période coloniale, jusqu'aux redéfinitions très contemporaines et multi-scalaires de la création artistique, par un marché et des structures mondialisés, en passant par ses rapports *au*, et ses usages *en* politique. Il invite à des réflexions sur les réseaux de production et de diffusion des œuvres et leurs variétés, sur leur réception au sein et à l'extérieur du continent, sur les stratégies mobilisées par les artistes, et sur ce que ces dynamiques révèlent de la réappropriation et de la circulation des savoirs sur l'Afrique dans le champ artistique. Se pose aussi en filigrane la question de l'identité des artistes, qui, à l'heure de l'afropolitanisme, tendent à remettre en question l'identité et le label "africain".

Panel 3 : Le religieux et ses réseaux

L'intervention du religieux, la visibilité croissante et la résurgence de cultes et rituels (protestant, catholique, musulman, chamanique, prophétique, *new-age*, de possession, etc.) marquent le quotidien individuel et collectif, tant sur le continent africain qu'au sein des diasporas. Avec le développement exponentiel de nouveaux moyens de transport et de communication, des dynamiques de circulation de

biens religieux, de production d'imaginaires transnationaux et de mises en réseaux opèrent une délocalisation et une relocalisation mondialisée des croyances, rituels et pratiques religieuses, hors du simple cadre de l'Etat-nation, dans des espaces réels ou symboliques. En abordant les thématiques de la (ré)invention des paysages religieux et culturels et de la construction du sujet croyant à l'heure des nouvelles technologies et des réseaux numérisés, il s'agit aussi bien d'interroger le processus de transnationalisation religieuse, que les enjeux politiques du recours au religieux dans les sociétés africaines. En élargissant la réflexion au "croire en actes", ce panel vise à analyser non seulement l'activité rituelle en train de se faire, mais aussi la manière dont sont (ré)inventés, façonnés, modelés et transformés au quotidien, tant les croyants, les convertis ou les initiés, que les collectifs et subjectivités religieuses, dans des mouvances contrastées et parfois ouvertement en conflit.

Panel 4 : Musique(s) d'Afrique(s) ?

Les musiques associées au continent africain, de par leur diffusion à l'échelle mondiale, ont été étudiées par l'ensemble des sciences humaines et sociales pour illustrer les mécanismes du transfert culturel. Dans cette perspective, de nombreuses études opèrent un glissement de la notion de musique africaine vers celle de "musique noire". L'espace atlantique comme cadre d'étude y exerce un poids considérable, écrasant peut-être, si l'on considère qu'il tend à s'émanciper des complexités internes au continent africain. Ce panel se propose de penser les musiques africaines en contexte, en portant une attention particulière aux genres populaires nés de la période coloniale et des indépendances, du *highlife* à la rumba congolaise, en passant par le raï. On pourrait par exemple interroger l'importance des influences extérieures – rumba, jazz, hymnes religieux, rap... –, le poids des contextes politiques – les indépendances, les situations postcoloniales... –, les circulations continentales – la question de l'espace saharien en particulier –, ou encore le rapport dialectique entre musique dite "traditionnelle" et musique dite "moderne".

Panel 5 : Les arènes de la santé, du local au transnational

Depuis environ deux décennies, le champ de la "santé globale" avec ses acteurs, un langage et des modes d'action renouvelés ont mis en exergue la collision entre les situations épidémiologiques et l'analyse critique des priorités de santé inscrites dans les agendas internationaux concernant l'Afrique. Les confrontations et ajustements entre différents systèmes et modèles de santé au cours de l'histoire du continent ont construit des schémas ambivalents autour de la place qu'il occupe dans la recherche biomédicale, publique et privée. Le renouveau des questions de santé, sous le prisme de l'acception "santé globale", a cependant contribué à souligner la richesse des ressources que l'Afrique a historiquement offertes à la biomédecine, et la pluralité d'intérêts qu'elle représente désormais pour des organisations philanthropiques et non-gouvernementales, les pouvoirs publics africains, les *stakeholders* transnationaux et les plans d'aide internationale bilatérale ou multilatérale. Ce panel encourage la présentation de travaux qui interrogent les projections des questions sanitaires africaines au sein d'une économie mondialisée. Les propositions illustrant la diversité des réalités locales dans leurs interactions avec les sociétés, les gouvernements, les organismes, les experts et les chercheurs du Nord comme du Sud seront appréciées.

Panel 6 : Géopolitiques globalisées

Quand il est question de mondialisation, le continent africain est souvent considéré comme marginal dans les discours médiatiques et institutionnels. Pourtant, des grandes découvertes à nos jours, l'Afrique est restée au cœur de nombreuses dynamiques politiques et économiques imbriquées à différentes échelles. Elle ne peut être réduite à un simple récipiendaire de l'aide internationale. Son urbanisation

accélérée, la croissance de ses populations et le marché qu'elles représentent, ainsi que l'augmentation rapide de certains PIB du continent, en font un acteur clé de la globalisation actuelle. Les investissements des organismes et bailleurs classiques du développement deviennent inférieurs à ceux des réseaux transnationaux africains. Certaines impulsions économiques complexifient les accords bilatéraux entre les Etats africains et le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine ou les pays dits développés, multipliant les "stratégies d'extraversion". Les enjeux de sécurité internationale et de ressources minières renforcent également le rôle stratégique de l'Afrique sur l'échiquier mondial, tandis que l'usage des nouvelles technologies révèle des logiques socio-politiques aux ancrages démultipliés. Ce panel propose d'interroger les processus géopolitiques globalisés autour et sur le continent africain. Quelle est l'actualité des notions "Sud", "Nord" ou "régions émergentes" au regard de l'Afrique? L'idée selon laquelle les contours de l'ordre mondial seraient tributaires des BRICS et des pays dits développés est-elle mise en difficulté ?

Axe B : Gouvernance et jeux de pouvoir

Panel 7 : Intervenir en Afrique

La notion d'intervention est souvent associée à un rapport de domination unilatéral, qui assigne une inégalité entre l'action d'une organisation et l'objet de son intervention. A l'inverse de cette perspective, ce panel propose de considérer l'intervention comme un processus complexe qui s'articule au niveau local en mettant aux prises une pluralité d'acteurs locaux, nationaux et internationaux. Que le processus d'intervention soit le fait de coopération entre États, de projets menés par des organisations internationales, non gouvernementales ou associatives, ce panel propose d'interroger la répartition des actions liées à la mise en œuvre de l'intervention à l'échelle locale. Si pour le discours politique international, le casque bleu africain intervenant en Afrique, ou encore la nationalisation des ONG, est devenu l'horizon idéal de l'intervention, qu'en est-il des normes ethno-raciales, de genre, de religion ou même de classe dans ce processus, ainsi que dans sa mise en œuvre ? Les études, issues de toutes les disciplines, permettant de rendre compte de la mise en œuvre de l'intervention dans sa complexité, et fondées sur des terrains ethnographiques de longue durée ou un travail d'archive, seront valorisées.

Panel 8 : Sociétés et environnement

L'étude des modes d'appropriation, de façonnement et d'exploitation des environnements dits naturels par les populations, offre un large champ interdisciplinaire où se rencontrent sciences humaines et sciences du vivant. La description des mécanismes cognitifs et sociaux liés à la manipulation d'entités biologiques vivantes, l'utilisation novatrice des propriétés des plantes et des phénomènes naturels, l'analyse des jeux d'acteurs entourant la création et la gestion d'aires protégées ou encore l'étude de l'introduction de techniques agricoles alternatives, sont autant de champs qui reçoivent un intérêt croissant dans les études africanistes actuelles et qui trouveront leur place dans ce panel au croisement des disciplines. Seront aussi abordés les phénomènes mondialisés d'industrialisation et d'exploitation des sols et des sous-sols africains qui complexifient les enjeux de destruction ou de transformation des systèmes environnementaux du continent. Ce panel se propose donc d'analyser les rapports sociaux, économiques et politiques entre administrations, industries et populations partageant de manière complémentaire ou conflictuelle un même espace. Il constitue également une entrée pour l'étude des interactions entre savoirs locaux et discours globaux liées à un usage durable des ressources naturelles.

Panel 9 : Les espaces de citoyenneté critique

Plus que de réfléchir à la réalisation africaine d'un idéal-type de citoyenneté critique qui s'articulerait dans une sphère publique, il s'agira d'interroger la mise en forme d'espaces publics de la parole permettant de définir les formes d'exclusion et d'inclusion socio-politiques dans leur rapport avec le pouvoir étatique. Alors que les printemps arabes et le Burkina Faso montrent l'actualité de cette question, il est important d'interroger les formes contemporaines de relations entre l'espace public, l'espace numérique et l'espace politique. Quelles sont les nouvelles formes de prise de parole citoyenne ? Avec quelles innovations et quelles permanences historiques ? Comment sont-elles appréhendées selon les disciplines ? Quels sont les lieux, les médias, les réseaux où s'énonce le politique et où se construisent les liens entre la société et l'État, au sein des régimes politiques africains ? Au-delà de la description de ces espaces de discussion, de leur fonctionnement et de leur organisation, l'objectif de ce panel est d'interroger la capacité ou non de ces espaces de parole et de débat à se construire comme des instances de contrôle vis-à-vis du pouvoir politique, et à articuler des espaces de citoyenneté(s) critique(s), de potentialités révolutionnaires, de reconfiguration du vivre ensemble.

Panel 10 : Gestion foncière : modes d'accès et d'appropriation du sol en milieux ruraux et urbains

La question foncière constitue un champ d'étude particulièrement riche pour les sciences sociales car elle cristallise les enjeux de pouvoir qui traversent des sociétés dans un contexte de pression démographique où l'espace se fait souvent rare. Par le biais de marchés ou de négociations, les acteurs s'approprient l'espace, mettant en jeu des processus de régulation où les sphères formelle et informelle peuvent être imbriquées. Les acteurs développent des stratégies et mobilisent des réseaux, alimentant ainsi des rapports de pouvoir, des situations conflictuelles et entraînant souvent un contournement et/ou une superposition des normes et des droits en vigueur dans les espaces. Ce panel s'intéresse, sous un angle pluridisciplinaire, aux modalités d'accès, de valorisation et d'usage du sol considérés comme plus ou moins légitimes, en fonction de facteurs économiques, politiques, sociaux, etc. Les communications peuvent également porter sur les modes de régulation, plus ou moins violents de ce système foncier (tels que des "déguerpissements"). Nous encourageons les communications portant sur les inégalités d'accès et d'occupation du sol et sur les nouvelles pratiques qu'engendrent ces inégalités (les constructions en zone *non ædificandi* par exemple). Qu'advient-il des habitants en marge du marché foncier formel, des citoyens marginaux aux sans-terres ?

Panel 11 : Enfermer, contrôler, marginaliser

Au cœur des fonctions de l'État colonial et post-colonial, les mécanismes de contrôle et d'enfermement interrogent sa nature, entre coercition et gestion du corps social. La prison est au centre de ces politiques, ainsi que les outils de contrôle de l'espace et des mobilités, sous la forme par exemple des laissez-passer ou des passeports. En outre, ces pratiques mettent en jeu des acteurs multiples, entre les autorités administratives, les fonctionnaires, les agents de la justice ou de la police, mais aussi l'ensemble des individus et des acteurs qui expérimentent ces pratiques de contrôle. Ce panel vise à étudier l'enfermement et la prison, non seulement dans une perspective institutionnelle et politico-administrative, mais aussi comme producteurs d'un espace social particulier, fondé sur une dialectique originale entre clôture et ouverture. Peuvent ainsi être abordés le tissu de lois qui régissent la vie carcérale, mais aussi les relations entre les différents acteurs de la prison, détenus et gardiens, entre eux et avec l'extérieur. Plus généralement, il s'agit d'amorcer une réflexion autour de la production et de la gestion des marginalités en prison et ailleurs, dans une perspective qui dépasse l'approche foucauldienne et mêle les apports de toutes les sciences sociales.

Axe C : Identités et modes de socialisation

Panel 12 : Corps, genre(s) et sexualité(s)

Depuis deux décennies, les études africaines ont pleinement investi les réflexions initiées par les études de genre, que ce panel vise à aborder par le prisme du corps et des sexualités. En abordant les thématiques liées à la prostitution, au concubinage, au mariage, aux pratiques sexuelles, mais aussi à l'homosexualité et à l'hybridité du féminin et masculin, il s'agit d'interroger la construction et l'articulation d'un ensemble de discours et de pratiques de colonisation, d'encadrement et de gestion de l'intime dans les sociétés africaines. Il s'agit aussi de "reconnecter" l'Afrique en montrant que l'évolution des sexualités et des pratiques corporelles se fait souvent, mais pas exclusivement, en regard de valeurs et de normes, souvent politisées, d'autres régions du monde. En outre, en élargissant la réflexion aux techniques corporelles et à la mise en scène de soi, ce panel vise à analyser non seulement la manière dont les corps sont investis et disciplinés par des enjeux et politiques visant à assigner une place aux individus dans l'espace social, mais aussi comment ces derniers habitent, négocient, voire superposent ces "normes".

Panel 13 : Espaces du rire et formes de la dérision politique

Dans le cadre des travaux sur le politique par le bas en Afrique, le rire est surtout perçu comme un défi à l'autorité, un instrument de contestation et de transgression. Pourtant, la dérision peut aussi servir à exorciser la peur et à ce titre être revendiquée et récupérée par les autorités d'un régime répressif, qui la tolère ou l'encourage, voire se l'approprie pour empêcher des mobilisations directes et violentes. Par ailleurs, les frontières de l'humour politique se restructurent en permanence, soulignant la dimension historicisée du rire. Ce panel propose d'étudier les différentes formes du rire : boutades, bons mots, graffitis, caricatures, slogans subversifs ou satiriques, ou plaisanteries irrévérencieuses et grivoises incarnées par la figure du bouffon. Outre l'humour politique, on s'intéressera à toutes les déclinaisons du rire, dans les domaines religieux et sexuels par exemple où il est sujet comme ailleurs à d'importants tabous. D'une manière générale, il s'agit d'interroger le rôle du rire comme signe d'appartenance sociale et comme source ou mode de gestion des conflits, dans le cadre des relations à plaisanterie par exemple. Langage chuchoté ou raillerie assumée, le rire se situe à la charnière de l'oralité et de l'écriture, depuis l'espace public de la rue ou de l'arène politique jusqu'à l'espace privé, en passant par l'espace médiatique.

Panel 14 : Economie : jeux d'échelles

En nous positionnant au niveau des acteurs qui sont engagés dans un ensemble disparate de pratiques (échanges, épargne, accumulation, évergétisme, investissement, etc.), ce panel vise à faire dialoguer les disciplines autour des questions économiques. Si les communications sur les pratiques micro-économiques seront appréciées, au niveau des ménages et des entreprises par exemple, nous serons aussi attentifs aux communications qui s'intéresseraient aux pratiques macro-économiques, autrement dit au gouvernement de l'économie par des acteurs étatiques et privés, africains et non africains. Par ailleurs, les formes de circulation et de manipulation de la monnaie feront également l'objet d'une attention particulière. Des pratiques liées, par exemple, aux contextes migratoires à celles qui construisent des interactions personnelles, familiales ou intimes, il s'agira d'interroger les modalités de circulation de l'argent dans différents contextes relationnels, les processus de légitimation et les représentations morales associées à ces pratiques, ou encore leur évolution dans un contexte de monétarisation des relations.

Panel 15 : Lieux de sociabilité et "jeux de société" dans l'espace urbain

De la fête familiale à la mobilisation politique, les pratiques de la relation à autrui peuvent être plus ou moins marginales ou formelles. Ce panel propose d'aborder les villes africaines sous l'angle de la sociabilité au sens large, en tenant compte de la pluralité de formes que peut revêtir le lien social, pour interroger la capacité des modes de sociabilité urbains à créer un sentiment d'appartenance à la ville. Les communications s'intéresseront à la façon dont les différentes formes de sociabilité rythment la vie urbaine et regroupent des acteurs selon des dynamiques relationnelles multiples (familiales, culturelles, associatives, amoureuses, récréatives, professionnelles etc.). Ce panel interroge les pratiques de la sociabilité, leurs modes relationnels, leurs temporalités, et ce qu'elles disent de l'urbain. De la relation de quartier aux réseaux sociaux de la mégapole, comment les stratégies citadines de formation et d'intégration d'espaces de rencontres (privés, publics, appropriés de façon plus ou moins permanente) reconfigurent-ils la ville ? En étudiant la façon dont les individus et les groupes s'appuient sur leurs pratiques de sociabilité pour se positionner, entre eux, et dans la ville, ce panel s'ouvrira ainsi à une discussion des dynamiques d'inclusion et d'exclusion en contexte urbain.

Panel 16 : Identités et constructions diasporiques

Les différents modes d'intégration des régions africaines à l'espace-monde les ont insérées dans des réseaux mettant en jeu des hommes, des objets, des savoirs en provenance ou à destination du continent. Parmi ces circulations, la diaspora constitue un des modes de dialogue entre le continent et le monde. La notion ne s'impose pourtant pas d'elle-même et est à la source de débats et de corpus contraires, qui peuvent souligner la persistance de liens entre des groupes et un espace originel, des hybridations culturelles, ou véhiculer l'idée d'un investissement identitaire fantasmé. Ces tendances suggèrent différentes approches des diasporas, des circulations migratoires hors d'Afrique à la présence de diasporas chinoises, indiennes, proche-orientales... sur le continent. Une attention particulière est à porter sur les contextes est-africain, caribéen ou américain. Ici la diaspora peut prendre la forme d'imaginaires, insérés dans des constructions identitaires afro-indiennes ou afro-américaines, sans liens concrets éprouvés avec l'espace d'origine, mais elle peut être aussi le terreau de formes d'interactions originales entre "Afro-descendants" des sociétés extra-africaines, du nationalisme afrocentriste américain à la poétique afropolitaine. Le terme de diaspora tendant aujourd'hui à être galvaudé, ces dynamiques appellent à une réflexion épistémologique sur la spécificité du fait diasporique au regard des autres phénomènes migratoires contemporains.

Axe D : Entre passés et présents

Panel 17 : États, nations et frontières

Alors qu'en leur temps, les décolonisations africaines étaient apparues comme un désir de "faire communauté" à l'intérieur des frontières coloniales, les États-nations post-coloniaux n'ont pas tardé à devenir eux-mêmes la source de nombreux conflits et de querelles. L'autoritarisme, les faibles performances économiques et la prédation des élites gouvernantes n'ont pas permis l'amélioration des conditions d'existence des populations. Il s'en est suivi une crise de légitimité des États, ainsi qu'une exacerbation des replis identitaires, qui hypothèquent l'avenir des jeunes nations africaines, comme l'illustre l'apparition de mouvements irrédentistes et de rebellions armées. Avec la sécession du Sud Soudan et la rébellion touareg au Mali, le mythe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation s'est définitivement effondré, révélant au passage la faiblesse et la déliquescence des États

africains post-coloniaux. Ce panel se propose, à partir d'études empiriques, de questionner le processus de construction de l'État-nation en Afrique, ainsi que les facteurs internes ou externes au continent qui conditionnent son "odyssée". Il interroge aussi les différentes formes de réappropriation ou de remise en cause des États, des nations et des frontières africaines, ainsi que les mobilisations, les discours et les représentations identitaires par lesquels elles s'expriment.

Panel 18 : Imaginaires, pratiques et connexions linguistiques

Les langues introduites par les anciens empires coloniaux européens (le français, l'anglais, le portugais, l'espagnol) s'entremêlent avec les autres langues du continent, elles-mêmes parfois issues d'anciens empires (à l'instar de l'amharique), ou encore avec l'arabe. Ce panel interroge les pratiques langagières au regard des évolutions, imbrications, rapports de force et interrelations entre les différentes langues usitées, à travers des études de cas linguistiques, historiques, sociolinguistiques, ou des illustrations en littérature et dans les arts. Ces frontières fluctuantes engendrent des rapports de domination, des constructions mythifiées et des investissements identitaires complexes qui dépendent des subjectivités des acteurs, des lieux et de multiples désirs d'appartenance. Les variations linguistiques, comme les rapports de pouvoir symbolique, inscrits dans des contextes mouvants de plurilinguisme et de multilinguisme, rendent par exemple les politiques linguistiques ou les campagnes d'alphabétisation en "langue locale", complexes à harmoniser. Les communications attendues pourront donc analyser les jeux d'échelles et de labilité entre les langues, qui induisent des dynamiques plurielles de bricolage, syncrétisme, rejet et appropriation. Ce panel s'intéressera également au positionnement du chercheur face à l'usage des langues lors du travail de terrain, le choix linguistique constituant un enjeu méthodologique qui détermine tant l'accès au terrain que la production des données.

Panel 19 : Fabriques mémorielles

Comme dans d'autres régions du monde, mémoire et histoire sont articulées et recomposées à différentes échelles sur le continent africain. Elles sont associées à des objectifs politiques, économiques et sociaux diversifiés, qui font aussi écho aux enjeux de légitimation politique des États-nations. De la "fabrique des grands hommes" aux processus de reconstruction de la mémoire des conflits, en passant par un retour de la mémoire coloniale qui oscille entre rejet et nostalgie, l'histoire est réinterprétée, hybridée et frôle souvent la fiction. Ce panel transdisciplinaire propose d'interroger les constructions mémorielles selon différents angles. Il s'agira par exemple de décrire et d'expliquer la façon dont l'histoire se mythifie, l'évènement entre dans la légende et la personne historique devient héroïque. Quels sont les acteurs de ces processus, les outils qu'ils mobilisent, les arènes dans lesquelles ils se déploient, ou encore l'impact politique, médiatique ou culturel de ces récits ? On s'intéressera également au traitement actuel des matérialités du passé qui informe sur la transformation des pratiques, des représentations et des discours dans les processus historico-mémoriels et la circulation des savoirs. Nous questionnerons enfin la position du chercheur face à ces enjeux de mémoire : comment observer et analyser les réécritures de l'histoire et comment rendre compte de leur imbrication et de leur circulation ?

Panel 20 : Diversifier et articuler les sources

Les sources orales ont été des sources privilégiées de la recherche africaniste, et les chercheurs s'en sont abondamment emparés. Nous fondant sur ce constat, nous souhaitons cependant interroger l'articulation de ces sources orales aux autres types de sources : comment la collecte se pratique-t-elle aujourd'hui, avec quels moyens, et de quelle façon par exemple l'oral entre-t-il en résonance avec les

nouveaux moyens de communication ? Ce panel interrogera également les types de sources qui émergent sur les ondes, dans la presse populaire, dans les bandes dessinées ou caricatures, dans les nouveaux médias, sur internet... Il analysera les pratiques scripturaires qui sont à l'œuvre dans ces nouveaux corpus, et les redéfinitions de l'oralité qui s'opèrent (que ce soit la néo-oralité ou l'oralité seconde, à la radio ou au théâtre...). Comment penser l'hybridité de certaines sources et de certaines pratiques, jusque dans les écrits du quotidien ? Que dire des formes d'écriture ordinaire et littéraire qui mettent aussi en récit les sociétés, matérialisent des supports de connaissance, s'approprient ou élaborent des savoirs, constituent des obstacles à leur circulation, ou encore servent l'exercice du pouvoir ? Enfin, comment se positionne le jeune chercheur pour décrire et articuler l'ensemble de ses sources dans ses propres écrits ?

Panel 21 : Patrimoine, patrimonialisation, tourisme

La protection des "traditions" culturelles et d'ensembles paysagers africains est une préoccupation apparue pendant la période coloniale, avant la normalisation d'une définition universaliste et internationalisée du patrimoine par l'Unesco. De nombreux acteurs locaux, nationaux ou internationaux participent depuis aux processus de patrimonialisation, renouvellent la définition de leurs objets ou contestent leurs enjeux. Le patrimoine constitue un construit social et un outil politique qui induit des stratégies conflictuelles autour de ses usages et des identités qu'il dessine. Ses valorisations sélectives modifient le rapport au passé, redéfinissent les savoirs socio-historiques et culturels et influencent leur circulation. Elles impliquent également des recompositions territoriales qui engendrent des questions économiques et des modes de hiérarchisations sociales. Ce panel propose d'analyser la "fabrique du patrimoine" africain sur le temps long, ainsi que ses enjeux territoriaux, identitaires et politiques, en incluant les objets patrimoniaux qui ne sont pas institutionnalisés et qui questionnent la définition mondialisée du patrimoine. Les analyses épistémologiques liées à la (re)construction et à la circulation des savoirs, ou encore aux inégalités et distinctions sociales résultant de la valorisation patrimoniale, seront appréciées. Elles incluront les pratiques du tourisme culturel qui révèlent des contestations, discours alternatifs ou contournements des usages officiels du patrimoine et interrogent les savoirs qu'il incarne.

Panel 22 : Mutations des discours panafricains

La notion de panafricanisme a fait l'objet de glissements discursifs et géographiques tout au long du XX^e siècle. Ce fut successivement le ferment d'une identité noire américaine, le moteur de mouvements de libération anticoloniaux ou le motif d'une solidarité entre États néo-indépendants soucieux de leur intégrité territoriale. De la même façon, les modalités de ces panafricanismes ont été multiples : institutionnelles et militantes, élitistes et populaires, artistiques, politiques, économiques... Aujourd'hui, les formes institutionnelles du panafricanisme, telles que l'Organisation de l'Unité Africaine, tendent à s'essouffler, alors qu'un certain nombre de forces et d'évolutions (la fin des "grands récits" après la Guerre Froide, la régionalisation du monde court-circuitant l'échelle continentale, l'affaiblissement des États africains en situation d'ajustement structurel) en ont sapé les principes anciens. Cet essoufflement invite à penser les mutations contemporaines du discours panafricaniste, des savoirs qu'il construit et ses nouvelles modalités d'action au regard des évolutions passées. Il s'agira d'interroger l'adaptabilité du corpus et des imaginaires panafricains à des formes plus classiques de militantisme dans l'histoire. On questionnera également les échelles d'inscription actuelles et passées des panafricanismes pour déterminer si le continent constitue un horizon indépassable ou si les panafricanismes se jouent paradoxalement à d'autres échelles (locale/globale).

COMITE D'ORGANISATION

Zacharia Bandaogo (Sociologie, IMAf, EHESS)
Etienne Berger (Géographie, PRODIG, Paris 1)
Elara Bertho (Littérature, THALIM, Paris 3)
Carole Bignon (Géographie, CESSMA, Paris 7)
Bernardo Joao Capamba André (Histoire, Paris 4)
Muriel Champy (Anthropologie, LESC, Paris 10)
Sabine Arkaida Dini (Sociologie, CERAL, Paris 13)
Antoine Ducastel (Economie, Art-Dev, CNRS)
Maïa Ghattas (Géographie, PRODIG, Paris 1)
Alice Lefilleul (Littérature, THALIM, Paris 3, Univ. de Montréal)
Tonda Mahéba (Sociologie, IRIS, EHESS)
Pamela Millet Mouity (Sociologie, CéSor, EHESS)
Yves Mintoogue (Sciences Politiques, CESSP, Paris 1)
Elsa Paris (Histoire, CESSMA, Paris 7)
Aline Pighin (Histoire, Histoire de l'Art, CESSMA – INHA, Paris 7)
Florent Piton (Histoire, CESSMA, Paris 7)
Hélène Quashie (Anthropologie, IMAf, EHESS)
Carolina de Rosis (Anthropologie, IMAf, EHESS)
Malcolm Theoleyre (Histoire, ChSP, Sciences Po Paris)
Elizaveta Volkova (Anthropologie, IMAf, EPHE)

COMITE SCIENTIFIQUE

Luiz Felipe de Alencastro (PRE, Histoire, Paris 4)
Jean-Loup Amselle (DEE, Anthropologie, EHESS)
Ward Anseeuw (CR, Economie, CIRAD, Univ. de Pretoria)
Rémy Bazenguissa-Ganga (DE, Sociologie, Anthropologie, IMAf, EHESS)
Maria Benedita Basto (MCF, Littérature, CRIMIC, Paris 4)
Sylvie Bredeloup (DR, Socio-anthropologie, LPED, IRD)
Cécile Canut (PR, Socio-linguistique, CERLIS, Paris 5)
Stefania Capone (DR, Anthropologie, CéSoR, EHESS, CNRS)
Catherine Coquery-Vidrovitch (PRE, Histoire, CESSMA, Paris 7)
Christian Coulon (PRE, Histoire, LAM, Sciences Po Bordeaux)
Sarah Demart (CR, Sociologie, Sciences Politiques, CEDEM-TRICUD, Univ. de Liège, FRS-FNRS)
Alice Desclaux (PR, Anthropologie, TransVIHMI, IRD, CRCF)
Mamadou Diouf (PR, Histoire, Institute for African Studies, Univ. de Columbia)
Anne Doquet (CR, Anthropologie, IMAf, IRD)

Jean-Pierre Dozon (DR, Anthropologie, IMAf, IRD/EHESS et directeur scientifique de la FMSH)
Fred Eboko (CR, Sciences Politiques, CEPED-LAM, IRD)
Sandra Fancello (CR, Anthropologie IMAf, CNRS)
Sébastien Fath (CR, Histoire, GSRL, CNRS)
Marie-Aude Fouéré (MCF, Anthropologie, IMAf, EHESS)
Thomas Fouquet (Post-doc, Anthropologie, IMAf, EHESS)
Eric Garine (MCF, Anthropologie, LESC, Paris 10)
Xavier Garnier (PR, Littérature, Paris 3)
Odile Goerg (PR, Histoire, CESSMA, Paris 7)
Muriel Gomez-Pérez (PR, Histoire, Université de Laval)
Pierre-Joseph Laurent (PR, Anthropologie, LAAP, Univ. Catholique de Louvain)
Odile Journet-Diallo (DE, Anthropologie, IMAf, EPHE)
Anaïs Leblon (MCF, Anthropologie, LAVUE, Paris 8)
Olivier Marcel (Post-doc, Géographie, ARTL@S, ENS)
Achille Mbembe (PR, Histoire, Sciences Politiques, WISER, Univ. du Witwatersrand)
Elikia M'Bokolo (DEE, Histoire, EHESS)
Henri Médard (PR, Histoire, IMAf, Aix-Marseille Université)
Marianne Morange (MCF, Géographie, CESSMA, Paris 7)
Marie Morelle (MCF, Géographie, PRODIG, Paris 1)
Pap Ndiaye (PR, Histoire, ChSP, Sciences Po Paris)
Boris Samuel (Post-doc, Sciences Politiques, Institut d'Études Avancées de Nantes)
Ibrahima Thiaw (PR, Archéologie, Histoire, IFAN, Univ. Cheikh Anta Diop)
Mahaman S. Tidjani Alou (PR, Sciences Politiques, LASDEL-Univ. Abdou Moumouni).
Mahamet Timera (PR, Sociologie, URMIS, Paris 7)
Joseph Tonda (PR, Anthropologie et Sociologie, Univ. Omar Bongo)
Fabio Viti (PR, Anthropologie, Univ. de Modène)
Mahamadou Zongo (MCF, Sociologie, Univ. de Ouagadougou)